



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Sictom Pezenas-Agde

Lieu-dit La Vallasse
RD28
34290 Montblanc

Références : 2025-H2-072

Code AIOT : 0006603594

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2025 dans l'établissement Sictom Pezenas-Agde implanté Lieu-dit La Vallasse RD28 34290 Montblanc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Sictom Pezenas-Agde
- Lieu-dit La Vallasse RD28 34290 Montblanc
- Code AIOT : 0006603594

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de traitement de déchets non dangereux fermentescibles, Valohé, a été mise en service en mai 2019 au sein de l'Ecopôle de la Valasse sur le territoire de la commune de Montblanc. Le site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2010-I-2546 du 18 août 2010 et des arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires n°2019-I-980 du 1er août 2019 et n°2024-DRCL-05-0199 du 17 mai 2024.

La capacité maximale de traitement annuel est de 66 000 tonnes (45 933 tonnes reçues en 2024) :

- 60 000 tonnes maximum de déchets ménagers et assimilés en mélange ou déchets organiques collectés séparativement,
- 4 000 tonnes maximum de déchets organiques collectés séparativement provenant d'activités industrielles, agricoles, artisanales ou commerciales,
- 2 000 tonnes maximum de graisses.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 17/05/2024, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 01/08/2019, article 10	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
3	Rejets air	Arrêté Préfectoral du 17/05/2024, article 3 et 5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Gestion des déchets produits	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 23	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des écarts de conformité aux prescriptions réglementaires applicables à l'exploitation du site, pour lesquels des mesures correctives et/ou des justificatifs doivent être apportées, il s'agit de :

- procéder aux analyses des rejets de la ligne de traitement des biofiltres selon une périodicité semestrielle,
- réaliser une analyse de l'ensemble des résultats obtenus dans le cadre de la surveillance des émissions d'odeurs, eu égard aux concentrations d'odeurs relevés en débit maximum. Cette analyse explicitera les différents débits relevés (caractéristiques, durée...) et précisera notamment le nombre de points de rejets des effluents atmosphériques du site, les vitesses d'éjection et les débits associés respectifs. De nouveaux contrôles de concentrations d'odeurs et de débit d'odeurs doivent être réalisés dans un délai d'un mois et transmis à l'inspection. Dans le cas de nouveaux dépassement des valeurs seuils, des mesures correctives doivent être apportées.
- mettre en place un système de détection associé à une alarme permettant de garantir une durée limitée du maintien des portes d'accès lors des opérations de déchargement, afin de prévenir au maximum l'émissions diffuses d'odeurs. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à monsieur le Préfet pour encadrer la mise en conformité du site sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2024, article 4								
Thème(s) : Risques chroniques, Concentration d'odeur								
Prescription contrôlée : <p>La concentration d'odeur imputable aux installations au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées du site ne doit pas dépasser la limite de 5 uo_E/m^3 plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements dont une défaillance peut être à l'origine de l'émission de composés odorants. Ces équipements sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.</p> <p>Pour le moins, pour répondre à cet objectif, les valeurs suivantes doivent être respectées :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Émissaire</th> <th>Concentration d'odeurs maximale (UOE/Nm3)</th> <th>Débit d'odeur maximal (UOE/h)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Ligne de traitement (biofiltre)</td> <td>500</td> <td>193.10⁶</td> </tr> </tbody> </table>			Émissaire	Concentration d'odeurs maximale (UOE/Nm3)	Débit d'odeur maximal (UOE/h)	Ligne de traitement (biofiltre)	500	193.10 ⁶
Émissaire	Concentration d'odeurs maximale (UOE/Nm3)	Débit d'odeur maximal (UOE/h)						
Ligne de traitement (biofiltre)	500	193.10 ⁶						
Constats : <p>L'exploitant a présenté les rapports techniques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les études olfactives et physico-chimiques des émissions du 26 novembre 2024 réalisé par le 								

laboratoire EGIS accrédité COFRAC (n°1-2314) pour la réalisation d'analyses olfactométriques. Le rapport indique, à la page 20, que les concentrations d'odeurs mesurées lors des débits d'éjection moyens et minimaux du biofiltre sont inférieures à 500 OU_E/m³, à savoir 207 OU_E/m³ et < 50 OU_E/m³ respectivement. Cependant, lorsque le débit du biofiltre augmente, une hausse significative de la concentration des odeurs est observée, atteignant des valeurs de 2 366 OU_E/m³, correspondant à des odeurs persistantes. Il est précisé les éléments suivants *"Ce phénomène suggère que le temps de contact entre le substrat et l'air pollué n'est pas suffisant pour dégrader efficacement les composés odorants présents dans l'air usé. En effet, avec une vitesse d'air atteignant 159,7 m/h, le passage de l'air à travers le biofiltre semble trop rapide pour permettre une élimination complète des substances odorantes. Or, d'après nos mesures, ces zones de passage rapide de l'air correspondent à 27% de la surface du biofiltre."*

Le débit d'odeurs calculé à partir de la concentration maximale d'odeur mesurée et du débit d'air correspondant est de 281,83.10⁶ OU_E/h, ce qui est supérieur à la valeurs seuils de 193.10⁶ OU_E/h. De plus, il convient de préciser sur ce point, que le bilan d'activité de l'année 2024 transmis et présenté lors de la CSS du 2 juillet 2024, ne fait état que des résultats de mesures correspondant au débit moyen.

Le rapport sur l'état actuel de la situation olfactive dans l'environnement de l'Ecopôle de la Valasse, a été réalisé par le laboratoire EGIS, le 25 novembre 2024. Ce document précise que l'étude a été menée sur la base d'une ronde d'observations olfactives sur 17 points répartis dans un rayon de 3 km autour des sites de l'Ecopôle à savoir l'ISDND et le centre de tri exploités par la société COVED, et l'unité de traitement et de valorisation exploitée par le Sictom Pezenas Agde. Il résulte de ces observations les éléments suivants :

- des odeurs attribuées à l'Ecopôle ont été perçues dans l'environnement sur 2 observations olfactives jusqu'à une distance de 550 m des limites du site au Nord-Ouest de celui-ci. Elles correspondent à des odeurs de biogaz et de poubelle perçues par bouffées, qualifiées *" d'intensités très faibles à faibles, pas à peu désagréables, pas à peu écœurantes, pas irritantes et supportables"*.
- 4 autres points d'observations ont donné lieu à une perception d'odeur. Ces odeurs ont été associées aux exploitations agricoles et à la végétation. Elles correspondent à des odeurs qualifiées *" d'intensité très faible, pas à peu désagréables, pas à peu écœurantes, pas irritantes, perçues par bouffées et supportables "*.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser une analyse fine des résultats obtenus eu égard aux concentrations d'odeurs relevées en débit maximum. Cette analyse explicitera les différents débits relevés (caractéristique, durée...) et précisera notamment le nombre de points de rejets des effluents atmosphériques du site, les vitesses d'éjection et les débits associés respectifs. De nouveaux contrôles de concentration d'odeurs et de débit d'odeurs doivent être réalisés dans un délai d'un mois et transmis à l'inspection. Dans le cas de nouveaux dépassements des valeurs seuils, des mesures correctives doivent être apportées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2019, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre les dispositions précisées ci-dessus concernant la gestion du biogaz, toutes dispositions utiles sont prises pour que les installations ne soient pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Si le délai de traitement des matières, notamment des graisses, susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés pour confiner et traiter les émissions. Lors de l'admission de telles matières, leur déchargement se fait au moyen d'un dispositif qui isole celles-ci de l'extérieur ou par tout autre moyen équivalent.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant prend en outre toutes dispositions constructives ou d'exploitation permettant :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> de pallier toute émission diffuse accidentelle liée à un défaut de confinement. Outre une mise en dépression suffisante des locaux et équipements concernés, des règles d'exploitation adaptées sont mises en œuvre notamment pour limiter l'ouverture des portes d'accès aux locaux concernés. Les portes d'accès des véhicules dans les bâtiments sont munies de détecteurs de position reportée en salle de contrôle de l'installation. Le maintien excessif de ce type de porte en position ouverte doit déclencher une alarme temporisée en salle de contrôle. Les portes d'accès piétons sont munies de groom mécanique.
<p>Constats :</p> <p>Il a été constaté l'absence de détecteurs de position associés aux portes d'accès des véhicules dans les bâtiments, au niveau de la zone de déchargement des déchets. Aucune alarme n'est prévue en cas de maintien excessif des portes, en position ouverte.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit installer un système de détection associé à une alarme permettant de garantir une durée limitée du maintien des portes d'accès, en position ouverte, lors des opérations de déchargement, afin de prévenir au maximum les émissions diffuses d'odeurs. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à monsieur le Préfet pour encadrer la mise en conformité du site sur ce point.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Rejets air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2024, article 3 et 5			
Thème(s) : Risques chroniques, Biofiltres			
Prescription contrôlée :			
Article 3			
Les valeurs suivantes doivent être respectées :			
Émissaire	Valeurs limites maximales en poussière (mg/Nm³)	Valeurs limites maximales en COV totaux (mg/Nm³)	Valeurs limites maximales en H2S (mg/Nm³)
Ligne de traitement (biofiltre)	5	40	50
Article 5			
A compter du 17 août 2022, les dispositions complémentaires suivantes s'appliquent :			
L'exploitant procède périodiquement à des analyses selon les fréquences et paramètres suivants :			
Émissaire	surveillance		
Ligne de traitement (biofiltre)	Tous les six mois pour les paramètres concentrations d'odeurs, COV totaux, poussières et H2S		
Constats :			
<p>Le dernier rapport de contrôle de surveillance des rejets en sortie des biofiltres date du 16 octobre 2024. L'examen des résultats obtenus n'appelle pas d'observation.</p> <p>Un nouveau contrôle a été effectué le 13 octobre 2025, ce qui correspond à une périodicité de contrôle annuelle et non semestrielle comme prescrit. Le rapport est attendu. L'exploitant a précisé que le changement des biofiltres est prévu en 2026.</p>			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :			
L'exploitant doit procéder aux analyses des rejets de la ligne de traitement des biofiltres selon une périodicité semestrielle conformément à la prescription réglementaire. Le rapport du contrôle effectué le 13 octobre 2025 doit être transmis à l'inspection des installations classées.			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande d'action corrective			
Proposition de délais : 1 mois			

N° 4 : Gestion des déchets produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'épandage
Prescription contrôlée : L'exploitant doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets et notamment ses déchets compostés en conformité avec la réglementation. Si les déchets compostés ou stabilisés sont destinés à l'épandage sur terres agricoles, celui-ci fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions visées à la section IV " Epandage " de l'arrêté du 2 février 1998 modifié. Article 41-1 de l'arrêté du 2 février 1998 : Un programme prévisionnel annuel d'épandage doit être établi, en accord avec l'exploitant agricole, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Ce programme comprend : <ul style="list-style-type: none">- la liste des parcelles ou groupes de parcelles concernées par la campagne, ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'interculture) sur ces parcelles ;- une analyse des sols portant sur des paramètres mentionnés en annexe VII c (caractérisation de la valeur agronomique) choisis en fonction de l'étude préalable ;- une caractérisation des déchets ou effluents à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique,...) ;- les préconisations spécifiques d'utilisation des déchets ou effluents (calendrier et doses d'épandage par unité culturale...) ;- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées
Constats : L'exploitant a présenté un programme prévisionnel d'épandage des effluents de lavage de l'air de l'installation de compostage daté de janvier 2025 élaboré par l'entreprise prestataire de la valorisation RT Biosourcing, le laboratoire d'analyse Auréa Agrosiences et le prestataire de suivi agronomique BO Conseil. Les parcelles du plan d'épandage sont situées sur les communes de Saint-Thibéry, de Béziers et de Bessan. L'examen de ce document n'appelle pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite